



# Municipales : ce devrait

L'exécutif a annoncé hier la date du 2<sup>nd</sup> tour. Mais il faudra quand même un feu vert du Conseil scientifique deux semaines avant

« **A**près avoir pesé le pour et le contre, nous pensons que la vie démocratique doit reprendre ses droits. » C'est peu de dire que l'exécutif a hésité. Mais il a fini par trancher : dans les quelque 5 000 communes où le premier tour n'a pas été décisif (ce qui inclut la majorité des grandes villes), le second tour des élections municipales se tiendra le 28 juin prochain, a annoncé hier le Premier ministre Édouard Philippe, assisté du ministre de l'Intérieur Christophe Castaner, lors d'une conférence de presse à Matignon.

## ● Sous réserve de l'évolution de la situation sanitaire

Le suspense n'est toutefois pas complètement dissipé : cette date du 28 juin reste suspendue à un feu vert définitif du Conseil scientifique deux semaines avant le scrutin, en fonction de l'évolution de la situation sanitaire. Une « clause de revoyure » est donc prévue : s'il devait y avoir une deuxième vague, ce second tour serait à nouveau repoussé. Avec du coup une campagne déjà entamée qui serait stoppée nette... et l'obligation, une fois une nouvelle date fixée, de repartir à zéro pour les 5 000 communes en question, en organisant un nouveau premier tour.

## ● Dépôt des candidatures d'ici au 2 juin

Même si tout se passe bien et que le 28 juin est maintenu, ces élections seront très particulières à plus d'un titre. Seuls les candidats qualifiés lors du premier tour peuvent à nouveau se porter candidats... mais ils n'y sont pas obligés. Ceux qui le souhaitent vont devoir se déclarer officiellement d'ici au 2 juin. Alors que l'impact politique de la crise reste largement inconnu (*lire ci-dessous*), des surprises ne sont pas à exclure, avec d'éventuels remaniements ou fusions de listes à la faveur d'alliances qui n'auraient pas forcément eu lieu voici deux mois.

## ● Une campagne étendue... mais avec des moyens limités

En outre, une fois cette première étape passée, la campagne électorale, qui d'ordinaire se limite à la semaine entre les deux tours, va durer presque quatre fois plus longtemps. Mais avec de très fortes restrictions. Elle ne doit pas devenir « un facteur de circulation du virus », a mis en garde Christophe Castaner : « Il convient donc de faire campagne différemment », avec « le respect systématique des gestes-barrières » et en privilégiant une démarche numérique. Les traditionnelles visites de marchés et autres

réunions publiques risquent donc de passer à l'as. Là encore, cette nouveauté peut contribuer à rebattre les cartes, au profit des candidats qui maîtrisent le mieux ces nouveaux outils.

## ● La crainte de l'abstention

Autre inconnue, majeure, pesant sur ce second tour : l'abstention. Au niveau national, elle avait été historiquement forte lors du 1<sup>er</sup> tour, à 55,25 % : un record pour des municipales, en hausse de plus de 18 points par rapport à 2014. Trois mois plus tard, la généralisation des masques, l'habitude prise des gestes-barrières et de la distanciation physique suffiront-elles à convaincre davantage d'électeurs de se déplacer ? La question se pose avec une acuité particulière concernant les seniors.

## ● Masques, gel, marquage au sol...

Enfin, les précautions prises lors du 1<sup>er</sup> tour seront renforcées : le masque sera obligatoire pour les électeurs comme pour les membres du bureau de vote, et l'émargement devra autant que possible se faire en emportant son propre stylo. Marquage au sol et mise à disposition de gel hydroalcoolique seront aussi au rendez-vous. Les procurations devraient aussi être facilitées. **L. AB.**



Les électeurs vont-ils oser retourner aux urnes malgré le Covid-19 ? Ce sera sans doute une des clefs du scrutin. (Photo d'archives AFP)

## Un paysage politique bouleversé ?

Personne ne peut prédire l'impact politique de cette brutale crise sanitaire, sans oublier la crise économique dont les effets devraient se faire de plus en plus sentir dans les semaines qui viennent. La politique de santé, la gestion des frontières, le rôle de l'Europe, la stratégie industrielle, l'indépendance alimentaire... : la pandémie a bouleversé la donne dans de nombreux domaines. Sans doute pas de quoi tout remettre en cause dans une élection caractérisée par la prime aux sortants et la prédominance d'enjeux locaux. Mais de quoi faire au moins

bouger quelques lignes à la marge, et potentiellement renverser la table dans les villes les plus disputées. Surtout, la crise a été un catalyseur ayant renforcé les maires sortants les plus actifs... et ayant relégué au second plan certains rivaux. Paris en constitue un cas emblématique : que va-t-il advenir de la candidate LREM, l'ancienne ministre de la Santé Agnès Buzyn, qualifiée pour le second tour avec 17,2 % des voix mais qui a politiquement explosé en vol avec ses confidences sur la gestion de la crise dans *Le Monde* le 17 mars dernier ?

Et à qui peuvent profiter ses voix ? Plus proche de nous, les subtils équilibres politiques à Marseille vont-ils émerger du confinement inchangés ? La tête de liste EELV-Debout Marseille, Sébastien Barles, arrivé en 5<sup>e</sup> position au 1<sup>er</sup> tour, a par exemple apporté son soutien, le 18 mai dans *La Provence*, à Michèle Rubirola qui mène la liste du Printemps marseillais, arrivée en tête (23,44 %) devant Martine Vassal (LR, 22,32 %). Le Havre (ville d'Édouard Philippe), Lille, Bordeaux ou encore la métropole de Lyon seront aussi scrutées de très près. **L. AB.**

## Les réactions nationales

► **Pour l'Association des maires de France**, « [cette] décision permet de terminer le cycle électoral municipal afin que les communes et leurs intercommunalités puissent prendre toute leur part à la relance de l'activité économique de notre pays dans des conditions de légitimité et de stabilité incontestables. »

► **Bruno Retailleau, président du groupe Les Républicains au Sénat** : « [Cela] répond à une logique d'efficacité. Et la clause de revoyure est absolument nécessaire. Espérons que la pandémie demeure contrôlée. »

► **Éric Coquerel, député La France insoumise** : « L'exécutif prend le risque de répéter la faute du 1<sup>er</sup> tour [...]. Il y a le risque sanitaire, mais on contamine aussi la démocratie : organiser une élection sans le droit de faire une vraie campagne est une dangereuse première. »

► **Julien Bayou, secrétaire national d'Europe écologie-Les Verts** : « L'enjeu pour nous, c'est la santé publique qui doit prévaloir [...]. Il s'agit de garantir la sérénité du scrutin, [...] et ça implique de fournir des masques aux personnes qui n'en ont pas, ainsi que pour les assesseurs. »

► **Gilbert Collard, eurodéputé Rassemblement national** : « Dans l'incertitude la plus absolue (clause de revoyure), le gouvernement organise le second tour le 28 juin : il se débarrasse des municipales ! »

► **Patrick Kanner, président du groupe PS au Sénat** : « C'était un choix cornélien. Je suis satisfait d'une chose, c'est que le gouvernement prenne sa décision. Le gouvernement prend ses responsabilités en tranchant et en ne demandant pas, manifestement, de débat au Parlement. »

► **Pour le Parti communiste français**, « il faut pouvoir préparer ces élections parce qu'elles sont importantes pour la démocratie. Mais il ne serait pas compréhensible qu'elles se tiennent si les conditions sanitaires ne sont pas respectées ou s'il y a encore des départements verts et rouges. »



**L'ÉDITO**  
de  
**THIERRY PRUDHON**

Reporter  
edito@nicematin.fr

## Ce grand caillou dans la chaussure

Méfi ! Il faut se garder de prendre pour argent comptant les conjectures de ceux qui disent tout et ne savent rien, ou si peu. Renvoyer Édouard Philippe au Havre sitôt les municipales bouclées est, sans doute, un poil prématuré. Souvenons-nous de François Fillon : maintes fois annoncé partant, il a toujours réussi à sauver sa peau pour demeurer à Matignon toute la durée du quinquennat de Nicolas Sarkozy. Certes, il n'est pas certain que l'actuel Premier ministre soit aussi attaché au pouvoir, surtout s'il devait y avaler trop

de couleuvres. Mais son remplacement apparaît délicat. Faute d'un postulant idoine, d'abord. Les noms de Bruno Le Maire et Jean-Yves Le Drian circulent. Le premier présente toutefois un profil très similaire à celui d'Édouard Philippe, l'échine de surcroît plus raide même si elle s'est assouplie ces derniers temps.

Le second permettrait à Emmanuel Macron d'opérer un (léger) virage à gauche. Mais le ministre des Affaires étrangères, sans lui faire offense, n'a pas un charisme foudroyant. En fait, le Premier ministre idéal s'apparente fort à Édouard Philippe, devenu le caillou dans la chaussure présidentielle. Contre toute attente, ce second, plutôt effacé et aux ordres, est devenu plus populaire que son chef. C'est le cruel et inattendu paradoxe d'un Jupiter qui se retrouve ringardisé

par son Sisyphe. A un Président céleste mais vapoureux, encombré par trop de verbe, les Français ont fini par préférer ce Premier ministre qui leur ressemble davantage : moins flamboyant, mais plus humble, plus sobre, plus carré, les pieds bien tanqués dans la glaise. Ils en oublieraient presque que ce même

Édouard Philippe a su, lui aussi, se montrer inflexible, sur la retraite ou les 80 km/heure. Matignon, par capillarité, fait naître des destins et presidentialise son homme. Cela faisait pourtant belle lurette, depuis Giscard et Chirac en 1976, qu'un Président et son Premier ministre ne s'étaient ainsi retrouvés en situation de possible concurrence. Se séparer de Philippe, pour Macron, reviendrait à transformer un précieux allié en rival potentiel. Le Havrais n'a pas encore regagné ses pénates.

« Matignon, par capillarité, presidentialise son homme. »

# bien être le 28 juin

## Dans le Var, encore 41 communes et des enjeux politiques majeurs



Le 28 juin ? Pour la députée de la sixième circonscription, « c'est bien ! ». Valérie-Gomez-Bassac, porte-parole du groupe La République en Marche à l'Assemblée nationale s'explique. « La décision ne fait pas l'unanimité mais il faut relancer la vie démocratique. Reporter le vote au mois de septembre eût été dangereux. Je pense que terminer cette élection est nécessaire. Les élus ne peuvent plus attendre. Il faut prendre des décisions stratégiques. Le vote doit se dérouler, si les conditions sanitaires le permettent, bien sûr. Quant à l'organisation du scrutin, je ne suis pas inquiète. Désormais les Français ont l'habitude de respecter les gestes barrières ». Son de cloche diffèrent pour le secrétaire départemental du Rassemblement national. Pour Frédéric Boccaletti, « les maires actuellement en poste peuvent très bien agir. D'ailleurs nous, conseillers municipaux nous sommes convoqués pour évoquer les marchés et les appels d'offres ». Inquiétude supplémentaire pour le candidat RN à Six-Fours. « La loi ne nous autorise pas, actuellement à faire campagne sur les réseaux sociaux et tout le monde le sait, une élection se gagne en échangeant avec les électeurs ».

**■ Le Rassemblement national**  
Il faut dire que, dans le Var, les résultats du premier tour ont été calamiteux pour le parti de Marine Le Pen. Le 28 juin au soir, le RN pourrait avoir perdu la moitié de ses élus et donc voir s'éloigner un siège au Sénat. Pour les vieux militants, l'objectif de cette campagne qui s'ouvre est simple : « limiter la casse ». Cuers, Rocbaron, Puget-sur-Argens, Le Luc, Six-Fours sont dans le viseur. « Mais pour cela il faudra retrouver nos scores du deuxième tour de 2014 », note Frédéric Boccaletti. Ce qui n'est pas gagné.

**■ La République en Marche**  
Naufrage également du côté de la République en marche. Mais « des coups » restent à faire et ce n'est qu'au soir du deuxième tour que la stratégie mise en œuvre par Reynald Cadoret, le référent du parti macroniste dans le Var, pourra être jaugée. Toutefois, objectivement, les résultats du premier tour n'encouragent pas non plus à de fols espoirs. Il faudra compter les conseillers municipaux pour savoir si l'objectif est atteint : gagner un siège au Sénat.

**■ Les Républicains**  
L'élection piège typique. La campagne a été rude. LREM a essayé de déstabiliser le parti de droite en tentant des alliances sources de troubles dans l'esprit des électeurs. Au soir du 15 mars, Les Républicains pouvaient pousser un « ouf » de soulagement. Mais tout n'est pas terminé. De grandes villes acquises au parti de la droite « républicaine » sont encore disputées. Au sein de la métropole toulonnaise, les candidats LR (ou apparentés) devront mobiliser les électeurs s'ils veulent conserver leurs places fortes : Hyères, La Garde, Le Pradet, Six-Fours. Ou en remporter une symbolique : La Seyne avec Nathalie Bicaïs.

**■ La gauche**  
La gauche n'attendait pas grand-chose de ces élections. Parfois avec les écologistes, parfois contre, souvent avec les communistes mais pas toujours le Parti socialiste par exemple ne pouvait avoir de grandes ambitions. Il reste une occasion au camp social de sauver l'élection. En conservant La Seyne, actuellement la plus grande ville de gauche de la région.

### Pratique

- DIV : divers
- DVC : divers centre
- DVD : divers droite
- DVG : divers gauche
- EE-LV : Europe Écologie-Les verts
- LR : Les républicains
- LREM : La République en Marche
- PCF : Parti communiste français
- PS : Parti socialiste
- SE : sans étiquette
- RAD : Radicaux
- RN : Rassemblement national



PH. COURTOIS

## LES COMMUNES OÙ ON VOTERA LE 28 JUIN



Infographie Rina UZAN

## Les gagnants du premier tour

Une victoire sans appel au terme d'une âpre campagne. En dépit d'un taux de participation exceptionnellement bas, Hubert Falco l'emporte à Toulon avec près de 65 % des voix. En France, seuls six candidats dans des villes de plus de 100 000 habitants sont passés au premier tour. Une victoire personnelle aussi pour le président de TPM qui arrive en tête dans 128 bureaux sur 128 et qui inflige une cuisante défaite à son challenger. En effet, 4 élus RN siègeront au conseil municipal

de Toulon contre 6 avant. Un mauvais résultat du parti frontiste observé ailleurs mais un score suffisamment bas, Hubert Falco l'emporte à Toulon avec 50,5 % des voix. Parmi les vainqueurs, signalons Didier Brémont à Brignoles et Frédéric Masquelier à Saint-Raphaël (leur première élection), Roland Bruno à Ramatuelle, Ferdinand Bernhard à Sanary (au premier tour pour la première fois) et Richard Strambio à Draguignan où les jeux paraissent ouverts.



Seuls six candidats ont été élus dans une ville de plus de 100 000 habitants, dont Hubert Falco à Toulon. (Photo Frank Muller)